

Benjamin Carton : "Tout dépendra de la croissance mondiale"

Economiste au Cepii Centre d'études prospectives et d'informations internationales (organisme de recherche rattaché au Centre d'analyse stratégique), Benjamin Carton (*photo*) tire la leçon de la crise grecque : l'heure est venue, selon lui, d'une gouvernance économique européenne.

L'aide de l'Europe et du FMI constituait-elle la voie la plus efficace pour aider la Grèce ? Les partenaires de la Grèce ont voulu à tout prix éviter le défaut de paiement, dont personne ne savait où il pouvait mener. On a donc préféré organiser un sauvetage à base d'austérité, une méthode éprouvée. Dans ce contexte, le FMI a une expérience et un savoir-faire incontestables. Son intervention assoit la crédibilité des mesures adoptées et apporte un message de coopération internationale. L'Europe, qui n'a pas su faire fonctionner son pacte de stabilité et éviter la dégradation des comptes publics dans plusieurs États, met en principe la Grèce à l'abri d'un recours au marché, le temps pour le plan hellène de porter ses fruits...

Le plan grec de stabilisation est-il tenable ? La réduction des déficits envisagée est historique et la dureté du plan sans précédent. De plus, la Grèce ne dispose pas de la possibilité de dévaluer, comme on l'a toujours fait dans le passé. Le risque est donc réel, notamment si les tensions sociales sont trop fortes, que le plan ne soit pas réalisé au bout du compte, ou pas totalement. Tout dépend de la croissance : or, la zone euro est celle qui souffre des perspectives les plus moroses. Le pessimisme s'accroît du fait de la comparaison avec les émergents et

avec les États-Unis. De plus, chacun sait que la stabilisation budgétaire, justement, bride la croissance... Seul précédent récent : la Lettonie, qui sortait d'une période d'euphorie économique débridée et a subi en fin 2008 une baisse de 15 % du PIB. Elle a engagé une purge terrible, avec des baisses de salaires de 20 %, et s'y est tenue. S'il y a échec du plan grec, alors, il y aura d'ici quelques années une négociation de réduction de la dette assortie d'un plan de rééchelonnement.



La Grèce sera-t-elle un détonateur suffisant pour créer une gouvernance économique en Europe ?

D'autres pays pourraient-ils connaître le même sort ? La Grèce est un cas très spécifique : un pays où les finances publiques sont très dégradées et où il n'y a jamais eu de rigueur. Le Portugal ou l'Espagne n'ont pas le même historique : ils sont arrivés dans la crise avec des niveaux de dette plus faibles, et ont déjà dans le passé fait fonctionner des plans de rigueur. Tout dépend donc, pour eux aussi, de l'accueil réservé par les marchés, par nature fébriles et excessifs, à la double annonce de la stabilisation en Grèce et de l'aide internationale.

Y a-t-il d'autres solutions ? La Grèce n'est pas seule en Europe à devoir regagner en compétitivité ! Il vaudrait mieux que l'Allemagne augmente ses salaires... Mais elle n'est pas partie pour cela ! Dans ces conditions, l'objectif politique de l'Union sera sans doute de porter le débat européen sur ces questions devenues inéluctables de coordination économique. Une nouvelle gouvernance économique doit être trouvée en Europe. La Grèce sera-t-elle un détonateur suffisant ? Peut-être pas, car c'est un petit pays... Mieux aurait valu l'Espagne, dans le rôle de l'électrochoc !

Propos recueillis par
CHRISTINE MURRIS